

LES INTERVENTIONS MILITAIRES AMERICAINES DEPUIS

LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

« La véritable sécurité ne vient pas ni de l'empire ni de la domination. La véritable sécurité ne peut pas être trouvée qu'en la foi croissante des peuples libres. »

George H. Bush

23 Novembre 1989

Au début du 21ème siècle, les Etats-Unis d'Amérique restent la seule superpuissance mondiale, avec un formidable appareil militaire qui compte plus de 1,2 millions d'hommes, 12-porte-avions, plus de 1200 avions, et un budget annuel de 349 milliards de dollars (pour 2003). Depuis la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis ont employé cette puissance formidable de plus en plus pour soutenir et défendre leurs intérêts, et aussi les intérêts de leur alliés et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) quand la diplomatie ne pouvait plus rendre une solution convenable. Dans toutes leurs interventions militaires depuis la fin de la Guerre Froide, les Etats-Unis ont démontré qu'ils sont capable de gagner la guerre, mais ils n'ont pas encore démontré qu'ils sont capables de gagner la paix, et par la paix, je veux dire pas seulement l'absence du conflit, mais aussi la présence de la justice et la démocratie. Les Etats-Unis n'ont pas encore une stratégie efficace de sortie du conflit. Une telle stratégie est normalement formulée par les autorités civiles, et est mise en place avec l'assistance des forces armées. Un bon exemple d'une telle stratégie est le Plan Marshall après la Deuxième Guerre Mondiale, pour la reconstruction de l'Allemagne. Dans ce mémoire, je vais exposer comment l'absence d'une stratégie américaine de sortie du conflit a compliqué les interventions militaires américaines en Bosnie en 1992, en Somalie en 1993, en Haïti en 1994, au Kosovo en 1999 et en Afghanistan en 2001. Je n'aborderai pas la guerre du Golfe Persique 1990-1991 en Irak parce que la fin de la guerre froide est considérée le 25 décembre 1991, date à laquelle l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques cessait d'exister.

INTRODUCTION

Depuis le fin de la Deuxième Guerre Mondiale, les Etats-Unis d'Amérique ont interprété le monde en fonction de la confrontation Est-Ouest, en réagissant à des menaces de subversion communistes. Cela a été un facteur déterminant dans la pensée militaire et politique américaine. La majorité des leaders politiques et militaires américains d'aujourd'hui a été formée pendant la Guerre Froide, donc il est important de comprendre cette période pour mieux comprendre les actions récentes des ces leaders. La menace la plus dangereuse pour la sécurité Etats-Unis et de leurs alliés était sans doute l'expansionnisme soviétique en Europe, donc, pour le système militaire américain, l'Europe était le théâtre prioritaire. L'armée américaine se préparait constamment pour une guerre conventionnelle en Europe, une guerre qui n'est jamais venue. La deuxième menace était représentée par les mouvements communistes, les guérillas et les gouvernements pro-soviétiques du Tiers Monde (i.e. le Vietnam, le Nicaragua, l'Angola, etc). Pour la définition du Tiers Monde dans ce mémoire, c'est tout sauf les Etats-Unis, l'Europe, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du sud, l'Israël, l'ex-URSS et la Chine. Pour faire face à cette menace, une stratégie de conflit de faible intensité (Low Intensity Conflict ou LIC) fut adoptée par le Pentagone. Les acteurs principaux dans ce type de conflit étaient les forces d'opérations spéciales (Special Operations Forces ou SOF): les Forces Spéciales de l'Armée de Terre, les "bérets verts", les SEALs (Sea Air Land) de la Navy et autres unités d'élite appartenant aux armées d'air, terre et mer, formées pour contrer les guérillas et pour mener des opérations non conventionnelles.

Depuis la chute du mur de Berlin, la distance dans le domaine militaire entre Washington et ses éventuels concurrents - Russie, Chine, Union européenne - s'élargit chaque jour. Alors que, sous l'administration démocrate, le président William Clinton avait mêlé unilatéralisme et multilatéralisme dans la gestion des relations internationales, joué le jeu du libre-échange tout en menant ponctuellement des interventions militaires (Kosovo), l'administration du président George W. Bush développe une philosophie plus radicale.

Celle-ci a été élaborée, bien avant le 11 septembre 2001, par une équipe de conseillers néoconservateurs formés à l'école de l'antisoviétisme. Ils ont réussi à mettre en œuvre leurs idées après les attaques contre les Twin Towers et le Pentagone. Ces frappes terroristes ont permis de formuler une stratégie agressive et de la faire accepter par l'opinion publique américaine qui sent toujours le choc du 11 septembre.

L'objectif de Woodrow Wilson après la Première Guerre mondiale était de construire un ordre mondial stable fondé sur un internationalisme libéral-capitaliste qui se situerait au centre de l'éventail idéologique global, à l'abri de la double menace de la droite réactionnaire et de la gauche révolutionnaire. En bref, Wilson voulait un monde à l'image de l'Amérique, qui embrasserait les valeurs et les institutions américaines. Ce monde wilsonien serait libre, prospère et en paix. Mais être qualifié de wilsonien aujourd'hui, c'est être considéré comme un idéaliste naïf. Cette accusation provient en général de "réalistes" qui croient en la légitimité de la pure raison d'Etat et à la lutte du pouvoir pour le pouvoir. Cette position réaliste a été renforcée par les progrès de la technologie militaire qui a détruit la protection géographique dont les Etats-Unis avaient bénéficié jusqu'alors. Mais le réalisme et la réal politique sont néanmoins considérés comme des importations européennes et fondamentalement étrangères à la tradition américaine. Les Américains ne veulent pas que leurs guerres se limitent à l'agrandissement du territoire et du pouvoir, mais qu'elles soient menées au nom d'idéaux plus élevés¹.

¹ Bruno Colson, *Le Tiers-Monde dans la Pensée Stratégique Américaine*, Paris, 1994

La Doctrine Weinberger

Aujourd'hui les militaires américains savent qu'une guerre ne peut pas être gagnée s'ils perdent le soutien du peuple et de ses représentants. Cela a été une leçon essentielle de l'échec américain au Vietnam. Comme a dit récemment dans ses mémoires l'ancien secrétaire à la Défense Robert McNamara, l'armée et les responsables du pouvoir exécutif n'ont pas suffisamment expliqué au public américain et au Congrès les raisons et les modalités de la conduite de la guerre. Cette expérience a miné la confiance du peuple américain dans l'intégrité des dirigeants et du gouvernement, militaires et civils confondus. Plus tard, un autre secrétaire à la défense, Caspar Weinberger, a tiré les leçons de la débâcle du Vietnam et a défini, dans ce qu'on a ensuite appelé la " Doctrine Weinberger ", les critères qui devraient être remplis avant d'engager les troupes américaines au combat :

1. Il faut qu'un intérêt vital des Etats-Unis ou de leurs alliés soit en jeu. " L'engagement des troupes américaines au combat devrait être un ultime ressort après que tous les autres efforts diplomatiques, économiques et politiques avaient été déployés pour protéger nos intérêts vitaux ".
2. Il faut envoyer suffisamment de troupes pour qu'elles puissent gagner.
3. Les objectifs politiques et militaires doivent être clairement définis.
4. La relation entre les fins et les moyens doit être constamment réévaluée.
5. Il faut obtenir une garantie raisonnable de soutien de la part du peuple américain et de ses représentants. « Le gouvernement américain devrait être raisonnablement assuré du soutien du peuple américain et de ses représentants élus au Congrès ».
6. La force ne doit être utilisée qu'en dernier recours. « Le soutien populaire ne peut se maintenir que si le gouvernement explique clairement la nature des menaces qui pèsent sur nos intérêts et est en mesure de justifier le recours ultime à la force pour atteindre des objectifs qui en valent la peine. Le peuple américain n'accepterait pas d'assister à l'utilisation de ses troupes comme de simples pions sur un grand échiquier

diplomatie ».²

La rupture entre les militaires et le peuple américain à cause de la guerre du Vietnam a obligé les officiers de la génération suivante à reconstruire une morale militaire et à réconcilier les Américains avec leur institution militaire. Avant de devenir l'actuel chef de la diplomatie américaine, le Général Colin Powell a étendu la doctrine Weinberger en y ajoutant les conditions que dans tout conflit futur, l'armée américaine doit se donner une force écrasante pour parvenir à une victoire décisive et rapide avec un minimum de pertes en vies humaines. Après le Vietnam, l'armée américaine n'est plus la seule, dans une démocratie, à reconnaître qu'un nombre élevé de pertes humaines au combat détruit le soutien de son opinion publique.

² Bruno Colson, *Le Tiers-Monde dans la Pensée Stratégique Américaine*, Paris, 1994

La Somalie

Le 9 décembre 1992, les Marines débarquent sur les plages de la Somalie sous les caméras du monde entier. Ils étaient les premiers éléments d'une force multinationale qui agissait sous mandat de l'ONU pour mettre fin non seulement à une gigantesque famine mais surtout à l'anarchie qui existait en Somalie depuis la chute du président Siad Barre. Le 28 février 1995, les mêmes Marines revenaient sur les plages somaliennes, cette fois pour évacuer les derniers contingents américains et ONU de la Somalie, abandonnant ce pays aux chefs de guerre locaux. Il est important de mentionner tout d'abord, que les Etats-Unis sont intervenus en Somalie, au début sous l'égide de l'ONU, pour rétablir la paix et assurer la distribution d'aide humanitaire.

La mission principale assignée à l'UNOSOM est la mise en place du ravitaillement de la population somalienne. Mais les Américains se rendent compte également des problèmes causés par les combats. Les différents clans se battent entre eux et gênent les missions de l'ONU. Pour les États-Unis et l'ONU, le principal obstacle est constitué par la milice de Mohammed Aïdid, le SNA (Somalie National Alliance).

Quelques jours avant de quitter la Maison Blanche, George Bush avait justifié l'intervention en Somalie en donnant un objectif très ambitieux aux forces armées américaines. A l'Académie de West Point, le Président avait déclaré que celles-ci, désormais, auraient à promouvoir la paix dans le monde. Le recours à la force dans le Tiers Monde n'était plus seulement envisagé pour parer une menace visant des intérêts américains. Il s'agissait, cette fois, d'intervenir de manière désintéressée, pour des raisons morales, afin de rétablir la paix et la démocratie³. L'intervention en Somalie, décidée en décembre 1992, avait reçu l'approbation de Bill Clinton, président élu depuis novembre. Celui-ci subissait alors l'influence des néo-interventionnistes, dont les idées avaient l'avantage de faire l'unanimité des courants libéraux et de s'enraciner dans les tendances

³ George Melloan, "Clinton's Foreign Policy Is Dying in Somalia", The Wall Street Journal, 12 octobre 1993.

traditionnelles de la politique étrangère américaine : zèle missionnaire, énervement quand le monde refuse de se conformer aux attentes américaines et conviction que pour tout problème il y a une solution rapide et facile. A propos du Tiers Monde, l'évidence grandissante de la corruption et de la brutalité des chefs de guerre en Somalie avait fini par amener les libéraux "wilsoniens" à abandonner la cause de l'autodétermination des peuples au profit de celle des droits de l'homme. Un consensus apparut pour préconiser un certain nombre de conditions politiques et économiques à propos de l'aide aux pays du Tiers Monde. La guerre du Golfe et l'opération de protection des Kurdes dans le nord de l'Irak qui s'ensuivit pouvaient servir de modèles pour un nouveau système global de sécurité collective. C'est dans cette foulée que fut lancée l'opération Restore Hope. L'administration Bush a donc développé un nouveau type d'opération militaro-humanitaire, impliquant une coopération de plus en plus étroite avec certains organes des Nations unies, mais une coopération qui n'empêche pas les Etats-Unis d'agir unilatéralement si le Président trouve que c'est nécessaire.

Le sous-secrétaire de Défense de Clinton, Frank Wisner affirmait que, dans le nouvel environnement mondial, les opérations spéciales et les forces spéciales devaient gagner en importance, car les nouvelles missions incluaient la contre prolifération, mais aussi l'aide au développement, les questions humanitaires et le maintien de la paix. Il faudrait donc porter une attention accrue à tout ce qui touche aux conflits de faible intensité. Le nouveau sous-secrétaire d'Etat pour les questions de sécurité internationale, Lynn Davis, esquissa, à partir de l'intervention en Somalie, la nouvelle approche de l'administration Clinton : soutien aux Nations unies, diplomatie multilatérale cherchant à amener les factions combattantes à un règlement politique, fourniture d'une aide humanitaire, tout cela étayé par la possibilité d'utiliser la force militaire. En fait, il s'agissait d'abord de continuer à justifier une situation héritée de l'administration Bush.

Pendant 1992, de nombreuses négociations, toutes inefficaces, ont prises place entre l'ONU et Muhammad Farrah Aidid. Aidid accuse de connivence B.B.Ghali et l'ex-président Syad. Cette dispute culminera avec des manifestations arrangées par Aidid

contre Boutros Boutros Ghali lors de sa visite à Mogadiscio le 3 janvier 1993. Le général Aïdid espérait avoir le soutien des américains qui viennent de débarquer à Mogadiscio. L'administration Clinton décida de maintenir sur place une force d'action rapide de 2000 soldats américains. Cette force était composée d'une task force d'infanterie légère de la 10ème Division de Montagne avec leur soutien logistique, mais sans le soutien d'une force blindée.

Le 5 juin 1992, des soldats pakistanais viennent inspecter un dépôt de munitions appartenant au SNA. Malgré une foule agressive, les soldats de l'ONU peuvent mener leur inspection. Sur le chemin du retour, les soldats pakistanais tombent dans une embuscade. Le convoi pakistanais est attaqué à la grenade et à l'arme automatique. La Quick Reaction Force (Force de Réaction Rapide) de l'ONU composée de soldats américains intervient et dégage les soldats pakistanais. Néanmoins, les pertes sont sévères : 24 soldats pakistanais sont tués et 50 autres blessés. De plus, les 24 corps des soldats tués sont mutilés par les miliciens somaliens.

À la demande de l'ambassadeur pakistanais à l'ONU, le Conseil de Sécurité adopte la résolution 837, qui confirme la mission de l'ONUSOM et permet à cette dernière de "prendre toutes les mesures contre les responsables" de cette attaque. Le général Thomas Montgomery, commandant en second de l'ONUSOM, précise que l'ONU a donné une mission spécifique aux forces militaires de l'ONU : « trouver et arrêter les personnes responsables de ce massacre. Il n'y avait aucun doute dans Mogadiscio pour désigner ce responsable »⁴. Pour les Américains et l'ensemble de l'ONUSOM II, ce responsable, c'est le général Aïdid, chef du SNA. Après la mort de 15 casques bleus pakistanais aux mains des hommes d'Aïdid le Conseil de Sécurité adopte alors une résolution ordonnant l'arrestation du général Aïdid. Le Président Clinton décide d'envoyer un bataillon de Rangers et d'autres forces d'opérations spéciales avec la mission principale de capturer le chef de guerre. Cette Task Force Ranger n'est pas placée sous le commandement des Nations Unies, mais directement sous le commandement du Général américain William Garrison et agit hors l'égide de l'ONU.

⁴ Mark Bowden, *Black Hawk Down*, New York, 1998

En juillet 1993, l'ONU commence à placarder des affiches promettant une récompense de 25.000 dollars en échange d'informations sur Aïdid. Le chef de guerre répond en promettant un million de dollars en échange de la tête de l'amiral Howe. Les efforts de la QRF trouvent une première action positive, lorsque le 12 juillet 1993, des éléments de la QRF prennent d'assaut une rencontre entre chefs du SNA. À la différence des actions précédentes, la force est employée, avec le soutien massif d'hélicoptères de combat américains. Les pertes du SNA sont estimées entre 20 et 73 hommes lors de cette attaque terrestre.

Malgré son succès, cette action unilatérale des forces américaines provoque une dissension au sein de l'ONUSOM. Pour une partie des membres des forces internationales, cette utilisation de la force militaire transforme l'action humanitaire en une action militaire. De plus, des pertes sont enregistrées au sein des SNA, mais aussi parmi les civils somaliens. De fait, la situation évolue en une "presque guerre". Les miliciens du SNA lancent alors des attaques contre les contingents des autres pays, notamment les Italiens, les Nigériens et les Marocains.

Le 3 octobre 1993, le Général Garrison a lancé ses forces d'opérations spéciales dans un raid pour capturer le Général Aïdid. Les combats sanglants ont duré une quinzaine d'heures et ont causé la perte de 18 soldats américains et 2 hélicoptères Black Hawk, et de plus de 800 somaliens. Ces pertes, couplées avec les images d'un cadavre de soldat américain traîné dans la rue provoqueront une telle réaction publique aux Etats-Unis que le Président Clinton décidera le retrait des forces américaines le 31 mars 1994. En tuant 18 américains, et en détruisant 2 hélicoptères Blackhawk, symbole de la suprématie technologique américaine, les Somaliens ont profondément ébranlé la conviction américaine de suprématie militaire totale. La réaction sera aussi violente et provoquera de profondes réorganisations notamment au sein de l'armée de terre qui modifiera profondément sa doctrine de combat.

Il ne fallut pas attendre la mort de 18 soldats américains pour que certains analystes mettent en cause le bien-fondé de ce néo-interventionnisme. Pour Stephen John Stedman,

spécialiste des questions africaines à l'université Johns Hopkins, les cas susceptibles d'appeler une intervention dépassent les ressources disponibles et, surtout, des opérations d'assistance humanitaire tous azimuts peuvent étendre la guerre et l'anarchie plutôt qu'y mettre fin. Les Nations unies sont tout simplement incapables de jouer le rôle souhaité par les néo-interventionnistes. Une politique dictée par les images de la télévision plutôt que par l'intérêt national serait non seulement impossible à financer, mais entraînerait aussi, paradoxalement, un surcroît de violence. A propos de la Somalie, le politicien américain George F. Kennan fustigea le traitement limité et à court terme il souleva un problème beaucoup plus vaste et plus profond. Les Pères fondateurs n'auraient certainement pas approuvé une intervention qui n'était pas dans la tradition américaine. Cela flattait peut-être l'idéalisme américain mais il serait dangereux que la politique étrangère des Etats-Unis, surtout lorsqu'elle recourt à la force, dépende des pulsions émotionnelles de l'opinion publique, particulièrement si elles sont suscitées par l'industrie commerciale de la télévision. Le réaliste Charles Krauthammer eût beau jeu d'écrire que les colombes avaient parfois de fâcheuses tendances à devenir des faucons. Dans son discours inaugural, Bill Clinton avait dit que l'Amérique agirait lorsque la volonté et la conscience de la communauté internationale seraient mises au défi. Un autre libéral, John F. Kennedy, avait voué l'Amérique à "payer n'importe quel prix, à supporter n'importe quel fardeau, à affronter n'importe quelle difficulté, à soutenir tout ami, à s'opposer à tout ennemi pour assurer la survie et le succès de la liberté" : une telle ambition avait conduit Kennedy à engager l'Amérique au Vietnam.

L'opération Restore Hope avait été lancée sans que soient clairement définis les objectifs à long et même à court terme. Pourquoi la Somalie a-t-elle été choisie au détriment du Libéria ou du Soudan ? D'après George Bush, les chefs militaires avaient estimé que c'était "faisable" en Somalie. L'administration Clinton n'a pu qu'approuver, car elle a fait des "droits de l'homme" un des piliers de sa politique étrangère. Elle a aussi affiché une orientation plus "tiers-mondiste" en affirmant que l'Agence américaine pour le Développement international (USAID) corrigerait un certain nombre d'erreurs dans les programmes d'assistance économique et politique. Le retrait de Somalie a signifié l'échec

des premières ambitions de l'administration Clinton et a amené le Président à s'écarter de ses conseillers "multilatéralistes" pour revenir davantage à son rejet instinctif d'une politique étrangère ambitieuse, au profit des problèmes intérieurs des Etats-Unis. Le dilemme de l'intervention ou de l'abstention se pose cependant. Le public américain attend de son Président qu'il conduise une politique forte et efficace, mais il ne veut pas risquer des vies américaines pour cela et ceci est connu des "adversaires", qu'ils se nomment Mohammed Farrah Aïdid, Raoul Cédras, Ousama ben Laden ou Saddam Hussein. Il faut s'attendre désormais à ce que les Etats-Unis refusent d'intervenir dans le Tiers Monde ou ailleurs, sauf si l'opération ne présente pratiquement aucun risque. Les Etats-Unis sont intervenus en Somalie pour des raisons tout à fait altruistes, mais l'opinion publique américaine a démontré que cette volonté de faire du bien dans le monde et d'exporter la démocratie hors ses frontières arrête quand des soldats américains rentrent en body-bags.

En tuant 18 soldats américains, Aïdid a touché le centre de gravité populaire américain. Sans un soutien populaire assez forte, l'administration de Clinton a abandonné l'effort de restaurer la paix et la démocratie en Somalie, qui reste, dix ans plus tard, un pays torturé par la famine et l'absence de loi, et la continuation d'une guerre civile entre les différents chefs de guerre locaux.

L'Haïti

En septembre 1994, une force américaine de 20,000 hommes débarquait sur l'île des Caraïbes d'Haïti et remettait au pouvoir Jean-Bertrand Aristide, le président élu qui avait été renversé trois ans plus tôt dans un coup d'état sanglant. En 2000, l'«Opération Restaurer la Démocratie» a connu une fin peu glorieuse. Alors que des gangs, composés en large mesure de membres de l'armée haïtienne dissoute, terrorisent la population au grand jour et que la violence de nature politique s'intensifie à l'approche des élections parlementaires, les derniers soldats américains en poste en Haïti ont quitté ce pays.

Lorsque les premiers soldats américains sont arrivés en Haïti le 19 septembre, ils ont été accueillis comme des libérateurs par une population qui avait souffert les effets combinés de trois années de dictature militaire et d'un embargo économique dirigé par les Nations Unis. Les dernières troupes américaines, par contraste, se sont retirées sans tambour ni trompette que ce soit à Port au Prince ou à Washington. Il n'y a pas si longtemps, le président américain Bill Clinton parlait du développement démocratique et du renouveau économique d'Haïti comme étant un objectif majeur de la politique étrangère de son administration. Maintenant, la nouvelle administration en fait rarement mention.

Les quelques articles qui sont récemment apparus dans la presse nord-américaine sur Haïti tracent un portrait dévastateur. « Soixante pour cent de la population du pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental est encore illettrée et survit avec moins d'un dollar par jour », a rapporté le Washington Post en septembre 1999. Intitulé « Une nation dans le besoin : après cinq ans de présence américaine, la démocratie ne se porte pas bien en Haïti », le reportage du Washington Post reconnaît que l'intervention dirigée par les Etats-Unis n'a pas réussi à jeter les bases pour un quelconque développement économique ou démocratique d'Haïti. « Le système judiciaire historiquement corrompu et peu efficace fait toujours face à de sérieux problèmes.

« Alors que l'intervention internationale touche à sa fin, elle laisse derrière elle un état faible et financièrement coincé, incapable de satisfaire aux besoins élémentaires de son peuple. À peine un quart de la population a accès à de l'eau potable, et la plupart des Haïtiens n'ont ni électricité ni téléphone. Près de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition, et les dépenses annuelles per capita pour la santé sont de \$21, comparativement à \$38 en Afrique subsaharienne. »⁵

Un rapport du Toronto Star publié en 2000 évalue ainsi les conséquences de l' « Opération Restaurer la Démocratie » : « La misère est aussi profonde, les détritiques continuent de s'accumuler, les gens sont toujours aussi malades et la situation politique reste aussi fragile qu'elle l'était, disons, il y a cinq ans. Sur toutes les questions cruciales, les choses continuent d'empirer. Il n'y a pas de junte militaire certes, mais il y a la répression politique, la peur, de continuel troubles politiques et l'émergence d'un autre genre de Tontons Macoutes, l'ancienne machine à tuer de la dictature des Duvalier. » L'article soulève la question clé : « Pourquoi les conditions ne se sont-elles pas améliorées malgré un haut niveau d'assistance et de participation des Etats-Unis? »

Pour comprendre le résultat de la plus récente intervention américaine en Haïti, il faut d'abord se pencher sur ses motifs. Dès le départ, il faut rappeler qu'une section importante de l'élite politique s'opposait à toute action contre le régime militaire haïtien, préférant exercer la domination américaine sur Haïti par les moyens économiques.

Plusieurs raisons expliquent pourquoi le successeur de Bush, Bill Clinton, a décidé de renverser, ou plutôt écarter en douce, le gouvernement militaire haïtien. Au lendemain du coup d'état de 1991, le parti démocrate de Clinton avait critiqué l'administration Bush pour avoir renvoyé chez eux des réfugiés haïtiens qui cherchaient à s'enfuir en Floride. À son arrivée au pouvoir, Clinton ne pouvait continuer cette pratique impitoyable sans

⁵ Nancy McVicar, A Nation in Need, The Washington Post, September 1999

porter préjudice à sa crédibilité tant au niveau national qu'international. Il lui fallait par conséquent un changement dans la scène politique haïtienne qui servirait, si ce n'est à stopper le flot des réfugiés haïtiens dans les eaux américaines, du moins à fournir à la nouvelle administration américaine un prétexte pour les renvoyer.

L'administration Clinton s'est tournée vers Aristide, qui vivait alors en exil à Washington et s'efforçait de convaincre le Congrès et la Maison Blanche qu'il ne représentait aucune menace aux intérêts américains. Tandis que des ultra droitistes tel le sénateur républicain Jesse Helms continuaient de condamner l'ex-prêtre catholique comme étant un « communiste », le Département d'Etat américain s'échauffait à l'idée qu'Aristide et ses conseillers, recrutés alors en grande partie parmi les intellectuels haïtiens vivant aux Etats-Unis et au Canada, pourraient mieux servir les intérêts du peuple haïtien que le régime militaire instable de Port-au-Prince.

En 1993, les Etats-Unis ont réuni Aristide et les dirigeants du régime militaire à Governor's Island pour des négociations face-à-face. Alors que le chef de la junte, Raoul Cédras, était prêt à donner de vagues assurances que les militaires se retireraient éventuellement du pouvoir, lui et les autres généraux ont refusé toute suggestion qu'Aristide soit remis au pouvoir. Une entente était censée avoir été conclue, mais le régime militaire n'a pas tardé à la renier. Lorsqu'un navire militaire américain, le USS Harlem, a cherché à s'accoster à Port-au-Prince, le personnel américain a été chassé par un gang envoyé par la junte militaire.

Ce tour pris par les événements a poussé la Maison blanche à se résoudre à se débarrasser des généraux. L'attitude de défi de la junte haïtienne menaçait de couper court à la crédibilité internationale de la nouvelle administration. Cela se passait au moment où les Etats-Unis cherchaient encore à profiter de la faiblesse de la Russie pour déployer leur force de frappe, tentative qui avait déjà été sérieusement contrariée par l'échec de

l'intervention américaine en Somalie. Comme en Somalie, une intervention américaine en Haïti pouvait être présentée sous une façade démocratique et servir à légitimer l'utilisation de la force militaire américaine aux yeux des Américains et de l'opinion publique mondiale.

Deux autres facteurs ont sans aucun doute joué un rôle majeur dans la décision de l'administration Clinton, après l'échec de l'accord de Governor's Island, d'intensifier la pression sur la junte et de préparer une occupation à part entière d'Haïti.

Premièrement, il y avait des craintes réelles que les militaires commençaient à perdre leur emprise sur Haïti et que le pays serait bientôt secoué par des soulèvements sociaux. Deuxièmement, il y avait le rôle d'Aristide lui-même : sa popularité parmi le peuple haïtien, à cause de son opposition courageuse à la dictature des Duvalier et de ses successeurs, combinée à une servitude manifeste envers Washington.

Washington de son côté a tout fait pour satisfaire les dirigeants militaires. Avant que le premier soldat américain débarque en Haïti, l'ancien président américain Jimmy Carter s'est rendu à Port-au-Prince pour conclure une entente qui assure qu'aucune confrontation ne prendra place entre soldats américains et haïtiens. Il a également arrangé un départ sécuritaire et profitable pour le chef du coup d'état, le général Cédras, ainsi que ses complices. Non seulement Cédras a-t-il pu aller impunément en exil doré à Panama, mais les Etats-Unis ont aussi dégelé ses comptes bancaires et même accepté de lui verser des milliers de dollars par mois pour louer ses villas de Port-au-Prince durant l'occupation.

La toute première opération menée par la force américaine a été de prendre contrôle du quartier général du FRAPH, une force paramilitaire établie par les dirigeants du coup

d'état. L'armée américaine a vite fait de saisir plus de 150.000 pages de documents détaillant les opérations du FRAPH.

Ces documents, qui forment un véritable catalogue de la terreur commise par le FRAPH en collaboration avec les militaires, ont été par la suite transférés à l'ambassade américaine. Washington a rejeté les demandes des autorités haïtiennes pour qu'ils soient rendus au gouvernement haïtien, ayant peur de provoquer des représailles contre les anciens fonctionnaires de FRAPH ou de l'administration de Raoul Cedras. De son côté, le département d'état américain a admis l'existence de liens entre les Etats-Unis et le FRAPH, en se déclarant prêt à rendre les documents du FRAPH à condition de pouvoir éliminer les références à un « petit nombre » de citoyens américains.

Grand cas a été fait par les partisans de l' « Opération Restaurer la Démocratie » de la dissolution de l'armée haïtienne et son remplacement par une nouvelle Police nationale. Mais une section importante de l'armée a été incorporée à la nouvelle force. Fait tout aussi significatif, la force américaine s'est montrée peu désireuse de désarmer les soldats renvoyés du service. Et Aristide, dans le cadre de l'entente qui l'a remis au pouvoir, se devait de s'opposer à toute tentative de mobiliser les masses contre les partisans armés de la réaction. Selon l'Agence haïtienne de presse, « beaucoup reprochent à la force multinationale de n'avoir pas adopté des mesures adéquates pour désarmer les membres de l'ancienne armée, et les paramilitaires ».

L'article du Toronto Star cité plus haut rapporte ceci : « La Police nationale haïtienne forte de 6.000 membres, entraînée initialement par la Police Montée [du Canada] sous l'égide des Etats-Unis, a été problématique. Elle a été impliquée dans des actes de bastonnade, des meurtres extrajudiciaires, la corruption et le trafic de la drogue. En mai dernier, l'ancien chef de la police Jean Coles Rameau a été arrêté après que la police a mis les menottes à 11 hommes, pour ensuite les aligner contre un mur [dans un quartier ouvrier à l'Ouest de la capitale] et les abattre de balles dans la tête. Trois étaient soupçonnés d'être des gangsters, les autres étaient des passants. Un rapport de la coalition

nationale pour les droits des Haïtiens fait état d'arrogance endémique de la part de la police. Des officiers parquent dans l'île comme les miliciens Tonton Macoutes de François Duvalier et de son fils Jean-Claude 'Baby Doc', ou les troupes de choc du dirigeant du coup d'état, le général Raoul Cédras. »

Quand ils ont débarqué le 19 septembre, les GI's ont été en général accueillis en libérateurs, mais leur complaisance vis-à-vis des soutiens de la dictature déposée, leur hostilité envers les organisations démocratiques et leur autoritarisme ont rapidement ouvert les yeux à une bonne partie de la population. On a vu des militaires nord-américains maintenir l'ordre et s'opposer à des manifestations populaires contre le régime d'Aristide, fait qui a donné au peuple haïtien l'impression que les Américains soient des oppresseurs, pas des libérateurs.

L'aide humanitaire fournie par les Etats-Unis a été insuffisante pour faire face aux problèmes économiques haïtiens, et le départ des forces sans une période de transition a donné l'impression aux Haïtiens que « l'Amérique les a abandonnés. »

La Bosnie

La Fédération (croato-bosniaque) de Bosnie-Herzégovine a été créée en mars 1994, sous pression des Etats-Unis, par l'Accord de Washington. A la fin 1995, les accords conclus à Dayton étaient signés à Paris. Sous la houlette des Américains, Franjo Tudjman, Slobodan Milosevic et Alija Izetbegovic, respectivement Présidents de Croatie, de Serbie et de Bosnie se mettaient d'accord ce qu'il est convenu de considérer aujourd'hui comme un plan de dépeçage de la Bosnie-Herzégovine. La controverse ouverte fut vive. Un avantage évident de cet accord restait cependant qu'il mettait fin à l'horreur quotidienne, au conflit européen le plus sanglant depuis la Deuxième Guerre Mondiale. L'accord de Dayton est fondé sur une contradiction fondamentale : il consacre, en effet, l'intégrité territoriale de la Bosnie tout en la partageant en deux entités ethniques distinctes : la Fédération croato-musulmane (51% du territoire) et la République serbe de Bosnie (49%).⁶ Les résultats du nettoyage ethnique sont, de fait, entérinés et la logique de partition est renforcée par l'établissement d'une ligne de démarcation entre les deux entités. Les accords de Dayton se traduisent également par la mise sous tutelle internationale de l'Etat bosniaque et la mise à l'écart de l'ONU au profit de l'OTAN dont les troupes s'installent dans la région.

L'intervention en Bosnie avait comme but l'arrêt des hostilités, établissement d'une zone de séparation entre les deux "entités" établies en BiH, retrait des armes lourdes et respect, d'une manière générale, des dispositions militaires de l'Accord par les parties bosniaques. Toutefois, ces mesures ont eu pour conséquence le renforcement du statu quo issu de la guerre, c'est-à-dire de la partition territoriale (de fait tripartite) de la Bosnie-Herzégovine.

⁶ Nicole Ball, Making Peace work: Lessons for the International Development Community, Overseas Development Council, Washington DC, 1996

La Bosnie-Herzégovine (BiH) avait vécu un drame au bilan catastrophique : d'après certaines estimations, sur les 4,39 millions d'habitants il y a eu 290 000 morts, soit 6 % de la population totale, 200 000 blessés et 15 000 handicapés. On recense en 2002 environ 2,4 millions de personnes déplacées (1.1 million à l'intérieur du pays) ou réfugiées : soit plus d'un habitant sur deux. De fait, 70 % de la population ne vit plus dans ses foyers. Le PNB est passé, de 1989 à 1995, de 1700 dollars à 3 à 400. La production industrielle ne correspond plus qu'à 10 à 15 % du niveau de 1989, 75 % des ouvrages de la production électrique ont été détruits ou endommagés, etc.⁷

En ce qui concerne l'application des dispositions de l'Accord de Dayton, le bilan est pour le moins mitigé, sinon décevant, décourageant et inquiétant. Inquiétude qui tourne autour de la question fondamentale concernant le destin de la Bosnie-Herzégovine : Survivra, ne survivra pas ? En effet, le partage territorial effectué au gré de conquêtes militaires couplées de nettoyages ethniques, renforcé par le maintien au pouvoir des forces extrémistes des nationalismes ethniques serbe, croate et bosniaque, l'incapacité de la communauté internationale à mettre en œuvre les dispositions pour le moins ambiguës, sinon contradictoires, des accords de Dayton, ont fait rejaillir le doute sur la viabilité politique de l'existence d'une Bosnie unifiée et multi-éthnique.

De décembre 1995 à décembre 1996, le premier déploiement de l'OTAN hors zone, l'IFOR, comprenant 60 000 hommes (dont 25,000 américains), a été chargé de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Dayton visant à séparer les parties en conflit en ex-Yougoslavie et à maintenir le cessez-le-feu. Le second déploiement, la SFOR, composée de 35 000 hommes (dont 8,500 américains), aura eu pour objectif, sur une période de dix-huit mois, de stabiliser les acquis de la première phase. Plus de quatre ans après, alors qu'il a été décidé par l'ensemble des alliés de maintenir une présence en Bosnie, le conflit

⁷ Nicole Ball et al., Making Peace work: Lessons for the International Development

yougoslave soulève deux grandes questions concernant la gestion des crises sur le continent européen : l'avenir de la Bosnie et les solutions privilégiées pour le règlement des conflits dans la région ; la redéfinition des relations transatlantiques dans le cadre d'une redistribution des tâches.

Au niveau opérationnel, les Européens étaient présents, les premiers, en Yougoslavie (au sein de la FORPRONU, de l'IFOR et de la SFOR, à Mostar) et en Albanie. Mais cette présence, bien qu'importante en soi, n'a eu ni le niveau d'investissement ni la visibilité escomptés. Elle s'est faite au détriment d'une affirmation européenne - les Américains gardant la primeur de l'action - en Yougoslavie.

Les événements sur le terrain à l'été 1997 ont ainsi, indépendamment du reste, corroboré la position du département d'Etat américain, selon lequel un retrait militaire en juin 1998 serait prématuré. Ils ont également contredit ceux pour qui les Balkans n'étaient pas suffisamment importants pour justifier une nouvelle orientation américaine, soulignant que l'intégration forcée en Bosnie était un bon moyen de parvenir à un engagement militaire à long terme. Le résultat a été un débat houleux à l'automne 1997 sur les objectifs de la politique américaine en Bosnie. Ceux qui souhaitent que le déploiement militaire, ou du moins sa composante américaine terrestre, prenne fin - camp du sénateur Kay Bailey Hutchison et de l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger - considèrent la création d'un Etat bosniaque multi-éthnique intégré comme une chimère et pensent que, plus l'administration démocrate de Clinton s'empressera de reconnaître la partition de la Bosnie, plus les Américains pourront partir rapidement. Leurs opposants au sein de l'administration - dont les porte-parole sont l'ancien assistant au secrétaire d'Etat Richard Holbrooke et le sénateur Joseph Biden - soulignent que le processus de mise en œuvre des Accords de Dayton fonctionne, faisant état des succès de 1996-97, et qu'il faut simplement être patient. Le silence notable, au sein du Congrès, des opposants à l'annonce du président, et même la reconnaissance par le secrétaire à la Défense, William

Cohen, (faisant écho au premier) de l'"erreur" de son évaluation initiale montrent l'émergence d'un dénominateur commun entre les positions politiques américaines : l'objectif est avant tout d'empêcher une nouvelle guerre en Bosnie. L'absence de victimes parmi les soldats américains, avec les implications que cela comporte pour la SFOR et son suivi, est considérée comme un corollaire nécessaire pour conserver l'appui du Congrès et de l'opinion publique américaine.

Pour les hauts fonctionnaires du Pentagone, le retrait des troupes est rendu nécessaire par le vide de sécurité entre d'une part l'environnement sécuritaire global fourni par les soldats de l'OTAN et, de l'autre, le maintien de l'ordre et le contrôle de la population. Les forces de police civiles bosniaques, qui sont contrôlées et entraînées dans la Fédération, mais qui n'ont pas encore été réformées en Republika Srpska, sont encore loin d'être prêtes à relayer ces missions ; pour faire respecter correctement la justice (retour des réfugiés, arrestation des criminels de guerre), il faut cependant un dispositif garantissant la sécurité interne. Et c'est là, selon le gouvernement américain, que les Européens devraient prendre leurs responsabilités. Cette réticence de participer dans une mise en œuvre des conditions nécessaires pour un retrait militaire est évidente parce que le dispositif militaire Américain ne dispose pas d'une force capable d'accomplir la gamme des missions de "nation building" (construire une nation, mettre en place un système administratif et judiciaire capable de prévenir un nouveau conflit dans cette région).

Le premier critère des Américains pour une force après-SFOR est sa taille. Selon le président Clinton, l'essentiel est un nombre suffisant pour conserver le commandement général. Le président du comité des chefs d'état-major Henry Shelton et le commandant de la SFOR Shinseki privilégient les ressources par rapport aux missions, mettant en garde contre le "renouvellement rapide" de commandants. Plus les missions confiées à l'OTAN sont nombreuses, plus celle-ci recevra de troupes. Le désaccord sur le pouvoir dont disposerait cette force concerne essentiellement les ressources. Si la dissuasion demeure la tâche principale, l'option est "plus de la même chose". Si elle inclut la stabilisation, telle que l'appui accru fourni en 1997 au Groupe international de Police

(GIP) des Nations unies et au maintien de l'ordre international, une force plus importante ou une force de police séparée seront nécessaires. Si le mandat comprend une assistance accrue aux tâches civiles, la taille et la composition de la force devront être définies en conséquence. La transition de l'artillerie lourde et des unités mécanisées à des unités plus légères et à une police militaire a déjà eu lieu à la fin de 1996, tout comme l'accroissement du rôle et du nombre des responsables des affaires civiles. La pratique en 1997 consistant à adapter la taille et la composition des troupes aux besoins - augmentations temporaires dans le cadre d'une aide aux élections - les demandes du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) et le régime particulier de Brcko, continuent également de présenter un intérêt pour les planificateurs militaires.

Un éventuel retrait des Etats-Unis n'est plus d'actualité, les dirigeants américains ayant reconnu la nécessité du maintien de leur présence en Bosnie. Mais la question du partage des tâches et des responsabilités transatlantiques demeure. Elle nécessite une réévaluation des intérêts et des objectifs communs des Européens en Bosnie, et plus généralement dans la région du sud-est de l'Europe, ainsi que de la division du travail entre Européens et Américains, afin de définir un partage équitable des responsabilités. La réévaluation de la stratégie occidentale en Bosnie, autrement dit l'évaluation des conséquences de ses échecs pour le développement des structures de sécurité et de défense occidentales, implique une évaluation des enjeux qui dépasse le simple cadre de la Bosnie : S'agit-il de relancer l'OTAN, de défendre le leadership américain, de garantir la stabilité du flanc sud de l'OTAN.

Dans les conditions actuelles, le leadership américain ne peut pas imposer la démocratie et le respect des droits de l'homme, comme il l'a fait en Allemagne et au Japon, parce qu'ils n'ont pas remporté de victoire terrestre complète. Mais les Européens mis en Bosnie en situation d'exécutants dans le milieu civil, ne peuvent pas non plus proposer leur savoir-faire militaire, post-guerrier, post colonial de « protection » pacificatrice. Dayton procède en fait d'une stratégie américaine politiquement incohérente, de division de l'adversaire au jour le jour, l'adversaire étant l'ensemble des sociétés bosniaques disjointes

en communautés, auteurs potentiels de désordre. Une interposition militaire de ce type peut contrôler le retour à la guerre, mais elle empêche le retour à la paix.

Le Kosovo

L'intervention de l'OTAN au Kosovo du 24 mars au 4 juin 1999 reste un phénomène partiellement accidentel ou, en tout cas, exceptionnel (" Le Kosovo, c'est l'exception " a dit Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères de la France), ou si elle marque un tournant dans l'évolution de l'Europe et des Balkans, voire de la guerre et de l'ordre international.

Mais il n'est ni trop tôt, ni trop tard, pour se demander si l'intervention de l'OTAN au Kosovo du 24 mars au 4 juin 1999 reste un phénomène partiellement accidentel ou, en tout cas, exceptionnel, ou si elle marque un tournant dans l'évolution de l'Europe et des Balkans, voire de la guerre et de l'ordre international.

Cette intervention avait deux buts : obliger le chef de l'État serbe, Slobodan Milosevic, à signer les accords de Rambouillet et l'empêcher de procéder à la vaste opération de nettoyage ethnique qu'il préparait. Deux autres buts ont pris, en cours de route, la place des premiers. L'un, le principal, a été atteint : c'est le départ des troupes et des forces paramilitaires serbes et le retour du million d'expulsés albanais. Le deuxième, la capture de Slobodan Milosevic et sa présentation devant le tribunal de crimes de guerre, a aussi été atteint.

Le bilan de cette guerre est donc contrasté. A l'actif : un peuple est libéré et s'attelle à la reconstruction ; l'ONU exerce un semi-protectorat pacifique ; l'Europe prend conscience de ses responsabilités pour l'avenir des Balkans. Au passif : l'État de droit tarde à se mettre en place ; la majorité des Serbes et des autres populations minoritaires quittent le Kosovo sous la menace ou la réalité de la vengeance albanaise et craignent des représailles s'ils collaborent avec les nouvelles autorités.

Juste après l'intervention, le Kosovo a connu un nouveau processus de purification ethnique frappant, cette fois, d'autres communautés : les Albanais se vengeaient contre des Serbes et des Tziganes.

Enfin, le statut futur du Kosovo reste indéterminé, ce qui provoque l'impatience des Albanais, unanimes à souhaiter l'indépendance. Aucun observateur sérieux ne peut croire à « l'autonomie substantielle à l'intérieur de la Serbie » prévue par la résolution 1244 du Conseil de sécurité. Mais les puissances extérieures hésitent à l'abandonner en faveur de l'indépendance, de peur de mettre en cause à la fois leur propre unité politique et la stabilité des Balkans.

Cette «demi-paix» correspond à la «demi-guerre» du printemps 1999. Menée uniquement par les airs, celle-ci s'est conclue par le retrait des troupes serbes (sans qu'il soit possible de déterminer la part des bombardements, celle de la menace d'intervention terrestre ou celle de la Russie dans la décision de Milosevic), mais non par leur destruction ou leur affaiblissement durable.

N'ayant fait qu'un soldat américain tombé au combat, elle a provoqué des destructions économiques et des pertes civiles des côtés serbe et albanais, certes limitées, mais qui ont néanmoins provoqué chez les uns l'illusion qu'une guerre sans risques et sans coûts était possible, chez les autres l'impression qu'un caprice arbitraire des puissances impériales peut faire descendre le feu du ciel sur des petits pays sans défense.

Ce contraste entre une guerre aseptisée et la violence du nettoyage ethnique se répercute sur la situation actuelle. Les forces de maintien de la paix sont limitées dans leur action par les mêmes facteurs que pendant la campagne : le refus d'infliger et surtout de subir des pertes, et celui de se transformer pour longtemps en une véritable armée d'occupation. D'où un engagement hésitant, à la merci d'une lassitude des opinions occidentales, et qui peut avoir des conséquences dangereuses pour l'avenir d'un Kosovo où Milosevic n'a pas renoncé à gagner la dernière manche.

Au-delà, on peut plaider soit que l'illusion d'une guerre sans morts peut amener l'Occident, en particulier les États-Unis, à multiplier à la légère les interventions militaires, soit que les péripéties de cette guerre (où les alliés ont été surpris d'abord par la

résistance de Milosevic, ensuite par sa capitulation, enfin par sa survie) les inciteront à ne pas recommencer de sitôt.

L'inculpation de Milosevic par le Tribunal pénal international, l'intervention pacifique de l'ONU au Timor-Oriental à l'automne 1999 montrent que quelque chose est bien en train de changer dans la dialectique de la souveraineté et des droits de l'homme. En sens inverse, la tolérance dont la Russie a fait l'objet malgré ses crimes en Tchétchénie montre que les considérations de puissance ne sont pas près de céder devant le droit et la morale.

Les minorités ethniques de la province (majoritairement des Serbes) vivent encore cachées ou au sein d'enclaves gardées par les militaires de l'Otan, trois années après le commencement des opérations au Kosovo. La haine intercommunautaire est très forte et à la période d'expulsion de la population albanaise pendant le conflit de 1998-99 a succédé une série d'assassinats dirigés surtout contre les civils serbes. S'il n'est pas encore « ethniquement pur », le Kosovo est en voie de le devenir, en présence de la communauté internationale.

Economiquement, le Kosovo, région pauvre, ne parvient pas à relancer les maigres activités économiques préexistantes au conflit. L'investissement est faible et les bas de laine -parfois conséquents- de la population n'alimentent qu'un commerce de détail et surtout la construction d'innombrables maisons individuelles. Mal contrôlé par la communauté internationale, le Kosovo est aussi l'un des carrefours majeurs des divers trafics et activités mafieuses dans les Balkans. Il a aussi été la base de départ, en 1999, de plusieurs guérillas nationalistes albanaises ayant officié dans le sud de la Serbie (UCPMB : Armée de libération de Presevo, Medvedja et Bujanovac) et dans l'ouest de la Macédoine (UCKm : Armée de libération nationale de Macédoine). Cette forme de revendication territoriale « maximaliste » semble s'atténuer aujourd'hui.

Quel est le statut juridique du Kosovo ? La province n'est pas un Etat, puisque, selon la résolution 1244 de l'ONU, elle fait partie intégrante de la Yougoslavie. Cette affirmation est totalement contredite sur le terrain. L'écrasante majorité albanaise de la population s'affirme indépendante et les fonctions de l'Etat sont assurées par l'UNMIK, la mission des Nations Unies au Kosovo, qui a redonné une petite partie de ses pouvoirs aux Albanais. Ces derniers disposent aujourd'hui d'un gouvernement (aux pouvoirs limités), d'une police et d'une force de protection faiblement armée, mais à l'organisation militaire.

L' AFGHANISTAN

L'intervention militaire américaine en Afghanistan est bien entendu un effet direct des attentats du 11 septembre 2001. Pour la majorité des Américains, qui croyaient la forteresse Amérique invulnérable, les attentats de destruction massive du 11 septembre ont été un choc moral considérable. Les Etats-Unis devaient se défendre à l'intérieur et mener, à une échelle quasi mondiale, une contre-offensive efficace et multiforme contre ce nouveau terrorisme. Au début d'octobre, ils s'étaient repris dans une ambiance de solidarité, de patriotisme et de mobilisation. L'adversaire principal a été identifié tout de suite après les attentats: le réseau terroriste Al-Quaida, sous le commandement d'Ousama ben Laden.

Les services de renseignement américains ont confirmé que ben Laden et ses terroristes se cachaient en Afghanistan, sous la protection du gouvernement islamiste des Talibans. Une semaine après les attentats, les premiers éléments militaires américains se trouvaient déjà sur le territoire afghan. Au niveau des gouvernements, Washington s'efforce donc de constituer et de maintenir une large coalition antiterroriste dépassant l'Otan pour inclure, en particulier, le plus possible de pays arabo-musulmans, ainsi que la Russie, l'Asie Orientale et la Chine. Tous ces partenaires ont donné et confirmé leur accord.

Même si le régime taliban n'a pas été reconnu officiellement par les USA, George W. Bush demande l'extradition d'Oussama Ben Laden, que lui refusent les autorités afghanes et le mollah Omar. Les deux premiers objectifs des forces de la coalition engagées en Afghanistan sont donc de détruire le noyau d'Al Qaida et de remplacer le système des Talibans par un régime intertribal qui serait stable et modéré. Ce deuxième point exige un accord de tous les groupes ethniques (Tadjiks, Ouzbeks, Hazaras et aussi Pachtounes), ainsi que de tous les grands Etats de la région (Pakistan, Inde, Iran, Russie et Chine). Ce chapitre du plan américain est donc le plus long, le plus difficile : il se heurte encore au noyau dur de Kaboul-Kandahar. Pour sa part, l'Alliance du Nord aurait

accepté ce projet. A Islamabad, Tony Blair, puis Colin Powell, auraient obtenu l'agrément du général pakistanais Pervez Musharaf. Des courants pachtounes et même Talibans "modérés" ont été approchés par les services US. Mais trois risques majeurs sont bien visibles.

Le premier serait naturellement l'échec de la stabilisation de l'Afghanistan et la réapparition d'une guerre civile soutenue en sous-main par plusieurs pays voisins.

Le second, que les dernières forces des Talibans et d'Al Qaida parviennent à s'accrocher à des refuges montagneux et à harceler durablement le futur régime afghan.

Le troisième risque à éliminer est une contagion de la guerre au Pakistan, où une partie de l'ethnie pachtounes est prête à s'engager contre les Américains.

Le conflit en Afghanistan est loin d'être fini. Cette idée commence à faire son chemin, y compris aux USA où, il y a quelques semaines encore, l'Afghanistan était devenu une préoccupation secondaire et qui faisait partie du passé. Les Américains commencent à réaliser que la situation sur le terrain est loin d'être stabilisée et que ce serait plutôt l'idée et l'analyse contraires qui devraient être envisagées ; Que les "chefs de guerre" locaux sont de plus en plus difficiles à contrôler et que l'autorité du gouvernement central est de plus en plus théorique, passée une zone de quelques kilomètres autour de la capitale et quelques autres points dans le pays.

Le sénateur démocrate Joseph Biden l'avait dit il y a une semaine et les militaires commencent à l'admettre également. Le problème qui se poserait aux Américains si cette dégradation de la situation devait se poursuivre serait particulièrement délicat. Il s'agirait d'envisager une implication plus importante et, surtout, plus active des forces américaines. La perspective est plus que préoccupante : il ne s'agirait de rien moins que d'une implication dans une guerre civile marquée plus par le désordre que par l'évidence des causes. Un mot revient alors à l'esprit : Vietnam. On l'avait utilisé au début de la campagne, en octobre dernier, et il est certain que l'obsession du Vietnam a pesé

fortement sur l'esprit des planificateurs américains dans la façon de préparer leur intervention. Celle-ci a essentiellement consisté en une intervention aérienne, avec quelques interventions terrestres de forces spéciales au bout d'un laps de temps qui a dépassé le mois, et d'abord pour agir de façon indirecte : arranger et contrôler des ralliements, suppléer ou renforcer certaines structures de forces "amies" sur le terrain, etc, — dans tous les cas, rien qui ressemble de près ou de loin à ce que fut le Vietnam.

Pour les dirigeants américains, l'intervention en Afghanistan n'a pas été envisagée selon ses mérites propres, et dans le seul but des résultats à obtenir sur le terrain, mais d'abord selon les conditions existantes aux États-Unis. Deux impératifs ont gouverné l'analyse américaine : la nécessité de riposter, de frapper très fort avec cette riposte, pour imposer un événement à la hauteur de l'attaque du 11 septembre et ainsi répondre à l'attente du public américain secoué jusque dans ses tréfonds par l'attaque terroriste ; conduire cette riposte de façon à éviter toute implication terrestre qui serait hors du contrôle des autorités de Washington, c'est-à-dire qui risquerait de mener à un engagement qui pourrait ressembler, de près ou de loin, à celui du Vietnam. D'où les deux axes choisis : le caractère essentiellement aérien et massif de l'intervention américaine et une politique systématique de recrutement de forces afghanes, essentiellement par l'afflux d'argent pour acheter le concours de divers contingents aux intérêts incontrôlables.

En décidant de bombarder l'Afghanistan à la suite des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont lancé la première campagne de leur guerre contre le terrorisme, une guerre dont le président George W. Bush a annoncé qu'elle serait longue, bien au-delà de son mandat présidentiel. En moins de trois mois et plus de 13 000 bombes, la coalition a arraché une victoire en Afghanistan, là où Alexandre le Grand, la Couronne britannique et l'empire soviétique n'avaient rencontré que le désastre. Zbigniew Brzezinski, ancien chef du Conseil national de sécurité du président Carter, qui fut, à l'époque, l'instigateur du soutien à la résistance afghane, s'en félicite. Mais, pour lui, le plus dur reste à faire. La seconde phase politique, diplomatique et militaire de l'offensive mondiale contre le terrorisme pourrait bien mettre à l'épreuve les nerfs de la superpuissance.

Conclusion

Les interventions militaires américaines, que ce soit sous l'égide de L'ONU ou non, seront nécessaires dans l'avenir. L'Amérique doit donc formuler une stratégie efficace de sortie du conflit d'une manière volontaire, honorable, et laissant derrière un état stabilisé, démocratique et progressif. Une volonté politique, une préparation économique et la mise en place d'une force formée pour le maintien de la paix ne sont pas disponibles pour réaliser ce but.

La volonté politique doit être passée d'un Président à l'autre, d'une administration à l'autre, jusqu'au moment où la sortie du conflit peut être effectuée sans danger d'un recommencement des hostilités. L'absence d'une telle volonté politique peut donner l'impression au gouvernement du pays affecté que « les Américains nous ont abandonné, ils ont perdu l'intérêt. »

La présence des troupes américaines entretient une économie locale source de revenus pour la population. Quand les troupes américaines quittent la région, les structures économiques supportent mal la disparition de cette source de revenus. Une sortie doit donc être précédée par une période de transition économique, pour éviter qu'elle n'entraîne un appauvrissement de la population. La réduction des forces doit être progressive pour minimiser l'impact économique et pour donner le temps aux autorités locales de se préparer et de prendre les mesures nécessaires pour un départ définitif.

L'économie bosniaque est à l'heure actuelle largement soutenue par la présence des forces ONU (y compris les Américains). En 1999, la dernière fois que j'ai visité Eagle Base, la plus grande base américaine en Bosnie proche de Tuzla, j'ai vu plusieurs douzaines de camions appartenant aux commerçants locaux qui approvisionnaient la base avec des aliments, des matériaux de construction ou des services nécessaires sur la base. Les forces américaines ont aussi employé plus de 200 bosniaques sur cette base. A Sarajevo, la capitale de Bosnie, la majorité des clients dans les bars, cafés, restaurants et

pizzerias du centre était constituée de soldats. Un propriétaire de café a plaisanté sur le fait que si les forces de maintien de la paix quittent la Bosnie, ils vont recommencer la guerre juste pour faire revenir “the men in green with pockets full of green” (les hommes en vert avec des poches pleines de [dollars] verts.) Sans une période de préparation économique, cela pourrait ne pas être loin de la réalité.

La neutralité et le non-recours à la force sont les règles cardinales d’une intervention pour le maintien de la paix. S’il y a des hostilités au début de la mission et si une force de combat est nécessaire, dès que les hostilités cessent, une force formée pour le maintien de la paix doit être introduite dans le pays. Au-delà de sa capacité à effectuer des opérations de combat, cette force doit être capable de désarmer les belligérants, d’escorter et de distribuer l’assistance humanitaire, de maintenir l’ordre, et de mettre en place et maintenir une liaison forte avec les autorités locales et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui peut être trouvées dans leurs zones de responsabilité.

L’Amérique reste le seul pays capable d’agir à l’échelle planétaire. Sa position est unique. Les événements du 11 septembre n’ont fait que renforcer son rôle de superpuissance, mais dans le monde d’aujourd’hui, il y a des responsabilités attachées à ce rôle, et le peuple américain ne peut pas et ne veut pas les ignorer. La superpuissance fait toujours l’objet de reproches, qu’elle intervienne trop ou pas assez.

La guerre préemptive contre l’Irak a commencé le 19 mars 2003. L’opinion publique mondiale est largement opposée à cette guerre, parce qu’elle voit cette guerre comme une action ayant comme but les intérêts économiques et militaires américains au Moyen-Orient. Tant que les Etats-Unis ne montreront pas au monde qu’ils possèdent une stratégie efficace de sortie du conflit, avec un résultat positif pour le pays d’intervention et aussi pour l’Amérique, le monde les verra comme un agresseur.

Bibliographie

- Ball, Nicole et al., Making Peace work: Lessons for the International Development Community, Overseas Development Council, Washington DC, 1996
- Bowden, Mark Black Hawk Down- A Story of Modern War, New York, Penguin, 1998
- Carter, Ashton, Adapting US Defense to Future Needs, Survival, Hiver 1999-2000
- Clark, Wesley, The United States and NATO : The Way Ahead, Parameters, Winter 1999-2000
- Colson, Bruno, La Strategie Americaine et L'Europe, Paris, Economica, 1997
- Colson, Bruno, Le Tiers-Monde Dans La pensee Strategique Americaine, Economica, 1994
- David, Stephen R., Why the Third World Matters, New York, International Security, vol 14, 1999
- De Durand, Etienne, Les tribulations de la Pensee Strategique Americaine, Politique Etrangere, IFRI, Paris, 1997
- De Durand, Etienne, Les Etats-Unis et les Opérations de Paix, Cahier d'Etudes Strategiques no 20, EHESS-GSD, 1997
- Delaporte, Murielle, La Politique Etrangère américaine depuis 1945, Bruxelles, Editions Complexe, 1996
- Kissinger, Henry, Diplomacy, New York, Simon & Schuster, 1994
- McVicar, Nancy, The New Immigrants, The Washington Post, Washington DC, 19 Septembre 1999
- Melloan George, "Clinton's Foreign Policy Is Dying in Somalia", The Wall Street Journal, Europe, 12 octobre 1993.
- Phillips, William R. "La coopération civilo-militaire, élément essentiel à la mise en Oeuvre de la paix en Bosnie", Revue de l'OTAN, printemps 1998.
- Stedman, John S., The Exit is the Strategy, Council on Foreign Relations, New York, 9 juillet 1999.

TABLE DES MATIERES

| | |
|-----------------------------|----|
| INTRODUCTION..... | 2 |
| LA DOCTRINE WEINBERGER..... | 4 |
| LA SOMALIE..... | 6 |
| L'HAITI..... | 12 |
| LA BOSNIE..... | 18 |
| LE KOSOVO..... | 23 |
| L'AFGHANISTAN..... | 27 |
| CONCLUSION..... | 30 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 33 |

COLLÈGE INTERARMÉES DE DÉFENSE



MEMOIRE DE STRATEGIE

SOUS LA DIRECTION DE MONSIEUR ETIENNE DE DURAND

COMMANDANT BUZATU, CHRISTIAN

GROUPE C6

LES INTERVENTIONS MILITAIRES AMERICAINES DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

